Vidéo • Madame Ferrari, vous avez oublié d'inviter Fabien Roussel le 10 avril

COMMUNISTES

Une vidéo de Ian Brossat

4 avril Écoutes collectives

Nous sommes à 50 jours du vote pour élire les députés européens.

Le 4 avril à 21 h, France 2 organise un débat avec plusieurs candidats, dont Ian Brossat, tête de liste pour "l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent".

L'AIR DU TEMPS

Wallander avait raison

Le polar scandinave a aussi le mérite de nous rappeler que les pays du grand Nord, sous leurs airs de ne pas y toucher, ont toujours compté la même proportion de crapules qu'ailleurs. Deux informations tombées ces jours-ci tendent à le confirmer. On apprend en effet que la première banque danoise, Danske, a prospéré grâce au blanchiment. Elle a abrité au moins 200 milliards d'euros d'argent sale. Dans la foulée, on annonce cette semaine que la première – et la plus vieille – banque suédoise, Swedbank, recycle 135 milliards d'euros d'origine mafieuse. Chiffres du *Financial Times*. Paraît qu'à présent tout le monde regarde du côté des Baltes, des Estoniens notamment. Comme quoi toutes les histoires du commissaire Wallander n'étaient pas que des fictions. ✪

Gérard Streiff

Messages reçus

Nous avons obtenu la participation de Ian Brossat au débat du 4 avril. Belle victoire ! Mais trop peu de participation des communistes de façon générale et même dans la Salle des colonnes à l'Assemblée alors que les interventions de nos élus et surtout de notre candidat aux européennes sont percutantes. Imposons-nous !

S. Roux

AGENDA MILITANT

Jeudi 4 avril : Écoutes collectives du débat des européennes sur France2 dans les sections et fédérations

4 avril 14 h : Manif contre le projet Blanquer (à Paris, place de l'Opéra)

Vendredi 5 avril : Rencontre de 8 h 45 à 9 h 15 avec Elsa Faucillon, école maternelle Ambroise Paré, Colombes (92)

5 avril : Journée d'initiatives avec Marie-Pierre Vieu dans le Gard Rhodanien

5 avril : Journée d'initiatives avec Pierre Laurent dans le Loiret

5 avril 18 h 30 : L'école en question, 22 rue du Palais de Justice, Coulommiers (77)

5 avril 20 h : Grand meeting avec Ian Brossat, 21 avenue du 8 Mai 1945, Echirolles (38)

5 avril 19 h : Soirée l'Humanité par la JC au 52 rue Labedoyère, Le Havre (76)

Samedi 6 avril 10 h : Marche pour le centre régional de sauvegarde de la faune sauvage, allée Antoine Pinay, Avignon (84)

6 avril de 11 à 17 h : Six rencontres avec Ian Brossat dans les quartiers de Montreuil

6 avril : XXI actes des Gilets jaunes

6 avril 14 h : Migrations et colonisations, semaine anticoloniale et antiraciste, CICP 21 ter rue Voltaire, Paris 11e

6 avril 18 h : Construire l'Europe de la solidarité avec Maryam Madjidi et Glenn le Saout, fac Ségalen, Brest (29)

6 avril 18 h 30 : Rencontre-débat avec Ian Brossat et Lamya Kirouani, 24 rue des Champs-Élysées, Gentilly (94)

6 avril 19 h : Grande soirée, Saint-Denis et le 93 mobilisés pour l'Humanité, 6 rue de la Légion d'Honneur, Saint Denis (93)

6 avril 19 h : Soirée Humanité, salle Albert-Caillou, Chelles (77)

6 avril 21 h-4 h : Soirée Raï'n'B de la JC94, 95 rue Jean Le Galleu, Ivry-sur-Seine (94)

Dimanche 7 avril 12 h : Banquet du PCF, salle des Fêtes de l'école Jean-Jaurès, 13 rue Jules-Ferry, Malakoff (92)

7 avril : Courses VIVICITA, Ivry / Vitry (94)

Lundi 8 avril 18 h : Actions Appel pour la défense du service public de l'électricité, 27 rue de la Convention, La Courneuve (93)

Mardi 9 avril : Meeting européennes avec Fabien Roussel, Nathaly Fabre, Arthur Hay, Jean Mouzat, salle Jean-Jaurès, Boulazac (24)

Jeudi 11 avril 18 h : Débat européennes avec les étudiants Sciences Po de Strasbourg, avec Pierre Laurent

11 avril 18 h 30 : 100 jours de Bolsonaro, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e

11 avril 18 h 30 : Jeudi Rouge #Palestine. 3 place des Grès, Paris 20e. Projection du Film De Chatila nous partirons, suivi d'un débat en présence d'Antoine Laurent, réalisateur du film, de Pierre Barbancey, grand reporter à *l'Humanité*, et de Isabelle Tordjman, secrétaire générale de l'AJPF

Pour connaitre davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr
http://www.pcf.fr/actions

Les expulsions locatives, face émergée de l'indignité de la politique du logement en France

En avril prend fin ce que l'on nomme avec pudeur la « trêve hivernale ». Recommence alors le cycle infernal des expulsions, dont le nombre non offi ciel était estimé à 18 000 en France il y a trois ans.

L'expulsion est une pratique barbare qui nie le droit au logement, pourtant reconnu par le pacte des droits sociaux des Nations unies ratifié par la France, qui consiste à ouvrir la porte d'un habitant contre son gré, à vider son logis de toutes ses affaires, les placer sans ménagement dans un lieu de stockage, et le laisser lui et sa famille quand il en a une, sur le trottoir devant chez lui après avoir condamné la porte. Le tout réalisé par la police, avec mandat du préfet. Une horreur.

Depuis des années, les élu.e.s communistes ont mené une bataille citoyenne et juridique contre les expulsions. Ce fut d'abord avec les arrêtés anti-expulsions, qui étaient immédiatement cassés par les tribunaux administratifs. Leur ont succédé, depuis trois ans, les arrêtés anti-mise à la rue, qui prennent acte de la décision du Préfet d'expulser, mais lui imposent, en tant que garant de l'Etat et du droit au logement, d'assortir sa décision d'une solution de relogement, pour empêcher qu'une décision de justice ait pour conséquence de mettre des personnes à la rue.

Les tribunaux administratifs ayant continué à statuer dans le même sens, il a été décidé, cette année, d'aller s'il le fallait au conseil d'Etat. Mais on voit bien que l'on est au bout d'une démarche, et qu'il convient désormais de réorienter la bataille, en la replaçant dans le contexte plus large de l'indignité des politiques du logement en France.

C'était le sens de l'Appel d'Aubervilliers, lancé par sa maire l'été dernier après deux drames liés à l'habitat indigne. Il y était rappelé la contradiction majeure portée par le logement entre sa qualité de droit fondamental et celle de bien marchand qui en fait l'objet de spéculations.

Il convient de dépasser cette contradiction, en inversant la priorité donnée au droit à la propriété sur le droit au logement.

Aujourd'hui, trop de gens - 900 000 - attendent un logement sans que leur soit proposée une solution. C'est insupportable.

Trop de gens payent un loyer trop cher qui réduit d'autant leur pouvoir d'achat. Le logement est parmi les dépenses contraintes celle qui a le plus augmenté sans gain qualitatif. C'est insupportable.

Trop de gens - 2 millions de personnes - vivent dans des conditions indignes, souvent à la merci de marchands de sommeil, mettant en péril leur santé et leur sécurité. C'est insupportable.

Et il est bien sûr insupportable qu'en bout de chaîne on puisse craindre voir 20 000 expulsions être réalisées par les représentant de l'Etat en 2019.

Le logement n'est pourtant pas un sujet qui échappe aux pouvoirs publics. Mener des politiques pour sortir de cette situation est possible. Ainsi les maires communistes de la région parisienne ont-ils réclamé, à l'automne dernier, que soit appliqué immédiatement le volet de la loi récemment adoptée concernant l'encadrement des loyers. L'expérience parisienne portée par Ian Brossat à Paris pendant trois ans avait démontré la possibilité de contenir les prix.

Mais la principale mesure à envisager, et là aussi Ian Brossat a prouvé à Paris que la volonté politique le permettait, reste bien entendu de relancer une construction massive de logements publics. A l'opposé de ce que fait ce gouvernement, à qui il est temps que nous fassions entendre raison. ✪

José Moury
élu à Bobigny, animateur
du collectif logement de l'ANECR

Barbara Filhol

Cadre en Ehpad, militante associative, syndicale et colistière de Ian Brossat, tête de liste du PCF aux européennes.

Ma dernière initiative ? Un débat à Argenteuil (Val-d'Oise) en présence d'Alain Feuchot, secrétaire fédéral. C'était très émouvant. La salle du débat était au beau milieu d'une cité populaire. On s'est retrouvés à près de 80 et ce fut un débat de très grande qualité. Le lien entre l'Europe et la vie des gens s'est fait facilement, tout de suite. Les gens savent ce qu'est l'Europe aujourd'hui, ils savent qu'ils n'ont rien à attendre de cette Union européenne aux couleurs libérales. C'était un public venu du monde du travail. Après une petite introduction, on a fait circuler le micro. Un garagiste a expliqué combien ses conditions de travail et d'existence s'étaient dégradées avec Macron. Tous les témoignages étaient forts, ceux de responsables de l'hôpital, d'enseignants ou ex-enseignants. Une dame d'un certain âge, on dira, a fait un développement sur l'engagement. C'était extraordinaire, elle n'avait rien oublié de ses réflexes militants, les distributions de tracts, le porte-à-porte. Il a été beaucoup question de l'abstention, de la peur d'une abstention forte ; du vote jeune et de l'importance particulière de l'enjeu écologiste avec eux. Deux heures et demie d'un débat où l'on a pu mesurer, une fois encore, combien notre liste, sa composition, était proche de ces participants à la rencontre.

Arthur Hay

J'ai 30 ans, je suis coursier à vélo depuis 3 ans à Bordeaux après l'obtention d'un master de gestion de projet humanitaire à Paris.

J'ai d'abord travaillé pour des plateformes capitalistes de livraison. À ce moment il me restait du temps pour m'engager bénévolement dans les associations la Cimade ou Médecins du monde. Au mois de juillet 2016, une grande enseigne de la livraison coule du jour au lendemain, et depuis ce moment des collègues et moi luttons contre la précarisation des travailleurs uberisés. Cette lutte nous l'avons portée en créant le premier et toujours seul syndicat de livreurs de plateformes, ceci à la CGT qui nous a ouvert ses portes. En tant qu'auto entrepreneurs, nos droits de représentation syndicale sont inexistants. Contraints par nos employeurs à prendre la porte, nous créons à 3 coursiers une association de livraison à vélo appelée Coursiers Bordelais, qui nous permet de nous salarier en décembre 2018 et de continuer notre métier dans des conditions dignes. Cette association est en phase de devenir une coopérative. Aujourd'hui je suis toujours secrétaire général du syndicat des coursiers à vélo de la Gironde. Je suis coopérateur à plein temps chez CB, membre fondateur de la Coordination d'action vers l'autonomie des livreurs (collectif national) ; membre fondateur de Transnational Federation of Courriers (collectif international) ; membre du collectif Pédale et tais-toi (#PETT) parrainé par Fabien Gay et Pascal Savoldelli, et candidat aux élections européennes sur la liste de Ian Brossat. Si je suis sur cette liste, c'est qu'elle représente la France qui se bat, celle qui mettra de la terre, du cambouis, des pavés sur les sièges de l'Assemblée européenne.

Comme la plupart des candidats de la liste PCF je suis là car je représente une lutte.

Celle que je porte est contre le capitalisme de plateformes, ce capitalisme qui contourne le droit du travail avec l'aval de nos gouvernements. Ces droits que le Parti communiste peut être fier d'avoir conquis. Ces plateformes, fortes de l'accumulation de données et d'investissement infini de la finance, exploitent et paupérisent le monde entier, accentuant la plus-value volée aux travailleuses et travailleurs. L'Europe n'a pas su, n'a pas voulu se défendre de cette attaque libérale portée par des entreprises qui sont bien loin des valeurs de dignité humaine, de démocratie et de protection sociale prétendument portées dans le traité de Lisbonne. Nous pouvons même dire que l'Europe, dans sa forme néolibérale, a organisé cela par la concurrence de tou.te.s contre tou.te.s. Concurrence sans aucune norme posée par les hommes et les femmes, concurrence qui fait de notre avenir la variable d'une seule loi, celle de l'offre et de la demande. Aujourd'hui, concernant le combat que je porte, c'est par la concurrence des statuts, aussi bien entre les nations qu'à l'intérieur des nations (autoentrepreneurs et salariés, travailleurs détachés et autochtones, droit privé et fonctionnaires (La Poste comme exemple) c'est dans cette concurrence que nos droits en tant que travailleurs, en tant que producteurs de valeurs, sont niés, sont détruits. C'est par la concurrence des statuts que le capital nous divise et impose sa domination sur ce qu'on produit, pourquoi on produit et comment on produit.

Ian Brossat dans les Hauts-de-France !

Dans le cadre de la campagne des européennes, Ian Brossat, tête de liste du PCF, a sillonné les départements du Nord et du Pas-de-Calais ce week-end. Sa visite a commencé vendredi à Calais, en compagnie de Marie-Hélène Bourlard (2e de la liste) et de Franck Saillot, salarié de la papeterie Arjo Wiggins, également candidat. Ensemble, ils ont pu échanger avec des douaniers, des dockers et des infirmières sur la situation compliquée de la ville, entre la crise de l'accueil des réfugiés et le Brexit dont on ne connaît toujours pas les contours précis ni les répercussions sur les pays limitrophes. L'échange sur ces sujets s'est prolongé avec les élus PCF de la ville et le président du port de Calais, Jean-Marc Puissesseau. Les candidats se sont ensuite rendus à Dunkerque à la rencontre des représentants syndicaux des douaniers du port, qui les ont alertés sur la dégradation des conditions de travail. Le manque d'effectifs pousse la préfecture à demander aux douaniers de limiter leurs contrôles, voire de fermer les yeux sur les trafics pour ne pas nuire à la fluidité de la circulation !

La journée s'est terminée dans la région lilloise. Pendant que Marie-Hélène Bourlard présentait les propositions du PCF sur l'emploi à un collectif de privés d'emploi en lutte dans un quartier populaire de Lille, Ian Brossat rencontrait à Loos les habitants de la tour Kennedy, qui luttent pour préserver leur immeuble d'habitat social menacé de destruction par la municipalité de droite. Avec Éric Bocquet, sénateur du Nord, et Maryline Lucas, maire de la petite ville de Guesnain, ils ont évoqué auprès des habitants les conséquences des politiques européennes sur la vie quotidienne, en matière de logement ou de transport.

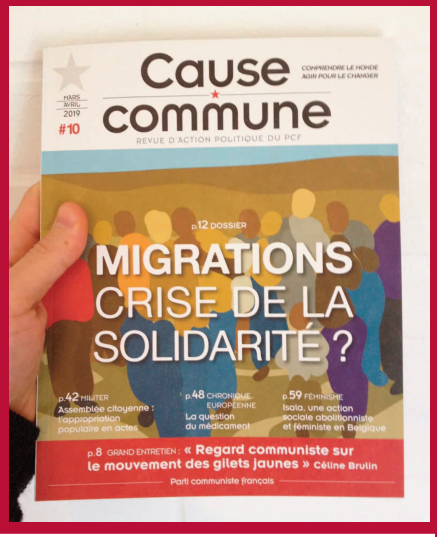
Le lendemain matin, la tête de liste communiste est allé rendre hommage aux fusillés du fort du Vert Galant où les nazis ont assassiné 92 résistants, principalement communistes, entre 1942 et 1943. Michelle Demessine, ancienne ministre et sénatrice honoraire du Nord, était présente.

Ian Brossat est ensuite allé dans le Douaisis pour parler devant plus de 120 personnes de la casse des services publics et de la mise en concurrence des travailleurs organisée par l'Union européenne. L'ancien député Marc Dolez était présent, ainsi que le député Alain Bruneel, venu en voisin, en plus de nombreux responsables syndicaux et associatifs.

La journée s'est terminée par le banquet fraternel des communistes d'Armentières où Ian Brossat et Marie-Hélène Bourlard ont retrouvé Fabien Roussel pour rencontrer plus de 400 convives motivés pour battre la campagne. ✪

Victor Laby

Le n° 10 de la revue Cause commune est paru



Vidéo Maternité de Creil Première victoire

Actualité du macronisme

Dans une quinzaine de jours, Édouard Philippe puis Emmanuel Macron présenteront « les grands axes de réponses » au grand débat avant « des décisions qui se déploieront jusqu'à l'été ». Après avoir cumulé plus d'une centaine d'heures de débat, au cours d'interminables marathons où la performance présidentielle a d'abord été très largement médiatisée et commentée avant de lasser par son coté répétitif, E. Macron est devant une équation compliquée. L'irruption du mouvement des gilets jaunes puis les cahiers de doléances en mairie et les réunions publiques organisées dans le cadre du grand débat disent très clairement les attentes prioritaires : la justice sociale et fiscale, la dignité des vies, le pouvoir d'achat, les services publics, la santé, l'éducation, les mobilités, la lutte contre le réchauffement climatique et la transition écologique, des transformations démocratiques profondes. Le macronisme au pouvoir, il y a un an, avant le début de l'été et le déclenchement de l'affaire Benalla, théorisait l'idée selon laquelle l'intégralité du programme serait réalisée à mi-mandat. Aujourd'hui, il doit réfléchir à un nouveau récit en tentant de répondre aux colères et aux déceptions, aux critiques et aux défiances de différentes natures.

www.phototheque.org

Pour rester dans « l'épure de ce qui fait l'ADN du macronisme », selon l'expression de Sébastien Lecornu (*JDD* du 10 mars), le pouvoir va tenter une sortie de crise avec des mesures dont on commence à deviner les contours : un geste sur les pensions des retraites sans revenir sur la hausse de la CSG, sur la progressivité de l'impôt sur le revenu sans mettre à contribution les plus fortunés, quelques modifications sur la fiscalité du capital sans rétablir l'ISF, un versement automatique de la prime d'activité sans augmenter le Smic… À chaque semaine son lot d'annonces et de ballons d'essai : le retour de la proposition sarkozyste de création de conseillers territoriaux, la suppression de la redevance audiovisuelle. Le pouvoir annonce des surprises. Malgré les efforts déployés, E. Macron, le gouvernement et la majorité présidentielle n'arrivent pas à créer un consensus dans le pays sur l'idée d'une réduction de la dépense publique pour financer les arbitrages budgétaires à venir. Cela ne passe pas. L'opinion publique est traversée par des paradoxes et des contradictions (voir la dernière enquête sur les libertés publiques) sur fond de brouillage persistant de repères et de valeurs.

« Et en même temps », l'exécutif poursuit une politique régressive avec des projets de loi, présentés en conseil des ministres ou votés au Parlement, sur la santé, l'éducation, les mobilités, la fonction publique. Une opération idéologique et politique de grande ampleur a été lancée ces derniers jours en mixant le dossier de la réforme des retraites à celui de la dépendance. Le pouvoir en place sait parfaitement que la politisation qui grandit dans la société, sous différentes formes, sur les enjeux sociaux, climatiques et démocratiques conteste radicalement l'orientation de la politique actuelle. E. Macron et le gouvernement ont choisi d'y répondre par une stratégie aux élections européennes, puis une nouvelle étape de recomposition politique, opposant les « progressistes » aux « nationalistes », tout en stabilisant un socle électoral allant chercher des renforts à droite avec des dispositifs de plus en plus répressifs et autoritaires pour répondre à une demande d'ordre. Quoi d'autre que Macron ? L'élection européenne se jouera en partie sur cette question. Les électeurs qui décideront de se rendre aux urnes peuvent le faire tardivement et décider tout aussi tardivement du bulletin de vote qu'ils choisiront. À partir des sujets au cœur des préoccupations du plus grand nombre, parlons de la riposte à Macron, des luttes et des mobilisations, de la dimension européenne et du vote Ian Brossat. Lors des échanges, des arguments simples sont efficaces. Dire par exemple en quoi les futures décisions au Parlement européen auront des répercussions directes pour nos vies. Voyons combien la mobilisation spectaculaire des jeunes sur le climat ouvre des perspectives très positives. Il va y avoir des rendez-vous européen déterminants sur cette question. Comme sur celles des fonds sociaux, de la politique agricole commune, des traités de libre échange, de la taxation des Gafa, car qui peut raisonnablement dire que les 500 millions de la taxe française est au niveau des enjeux ? Des députés européens issus de la liste de Ian Brossat ou d'autres, ce n'est pas la même chose, les mêmes votes.

Et l'unité à gauche sur l'essentiel pour faire échouer le piège d'un bipartisme dominant Marcheurs/Lepénistes ? Après la publication des derniers sondages, les chroniqueurs commencent à positionner la liste LR comme la seule surprise possible. Seules ces trois listes dépassent aujourd'hui les 10 % dans les sondages. Ce paysage politique n'est absolument pas la traduction de ce qui se passe dans notre pays, au cœur de notre société. Elle peut conduire au pire. Il y a aujourd'hui une urgence politique, celle d'une perspective de gauche, forte et crédible, pour des rapports de forces idéologiques basculant vers un vrai progrès humain et écologique, pour mettre en œuvre des réformes justes, des solutions. ✪

Olivier Dartigolles
membre du Comité exécutif national

Mali

Le massacre d'Ogossagou souligne l'échec de l'opération Barkhane et des accords d'Alger

Comment le Mali en est-il arrivé là ? Quelques jours après l'attaque du camp militaire de Dioura, revendiquée par un groupe « djihadiste » lié à al-Qaida, qui s'est soldée par la mort de 26 soldats maliens, plus de 160 personnes ont été massacrées le 23 mars, avec une violence inouïe à Ogossagou dans le centre du Mali. Pour l'heure, les auteurs du massacre ne sont pas identifiés. Certains accusent une milice d'auto-défense, liée à l'ethnie Dogon, employant des mercenaires « dozos », notamment ivoiriens. Ce groupe a été dissout le 24 mars par le président malien Ibrahim Boubakar Keïta. D'autres pointent des groupes terroristes dont l'objectif serait d'attiser les divisions et semer le chaos.

De tels affrontements, liés au départ à des litiges fonciers ou territoriaux, se déroulent entre des populations qui depuis des siècles ont toujours vécu ensemble. Mais depuis un an, des affrontements intercommunautaires ont fait plus de 500 morts dans le centre du pays selon l'ONU.

Cette situation globale chaotique et dangereuse, énième réplique de la désastreuse guerre contre la Libye menée par Nicolas Sarkozy, est un double échec : celui des accords d'Alger signés en 2015, conçus à l'extérieur et imposés au Mali, qui poussent vers une régionalisation à outrance, sans que les populations y soient associées, au risque d'une course vers la partition du pays.

Le deuxième échec est celui de la réponse militaire. L'opération française Barkhane permet sans conteste une domination militaire, politique et économique dans les 5 pays de la zone sahélienne. Mais pour quels résultats ? Le scénario redouté au lendemain de l'intervention militaire au Mali en 2013 se confirme : aucune des causes de la déstabilisation du pays n'a été traitée. Les conflits internes, les violences, l'obscurantisme, les trafics et le banditisme se développent à mesure que grandissent la pauvreté, le désespoir d'une jeunesse frappée par le chômage.

Les politiques actuellement menées ne sont en rien un recours pour l'Etat et pour des services publics anéantis par des années d'ajustement structurel. Le Mali est un pays, un de plus, en train de sombrer dans le chaos libéral. Celui de la prédation des matières premières, des trafics en tout genre, de la corruption comme moyen de gestion et arme de domination.

La primauté de l'action militaire, avec un mélange des genres entre Barkhane (anti-terrorisme), G5 Sahel et Minusma (Maintien de la paix des Nations unies), sur des objectifs non explicités, masque l'absence de réponse politique. « Pour se prémunir autant que possible contre le risque de rejet de la présence militaire étrangère, il faut aussi mener des projets de développement », déclarait récemment la ministre de la Défense, Florence Parly, auditionnée par le Sénat, et dont les propos ont été relayés par le député communiste Jean-Paul Lecoq. Elle ajoutait qu'à cet égard, « nous souhaitons articuler de manière plus efficace l'action de Barkhane et les actions de l'Agence française de développement, pour que le rétablissement de la sécurité bénéficie directement aux populations. C'est ainsi que la présence militaire sera mieux tolérée. » L'aide au développement est conçue comme un instrument complémentaire, destiné à faire accepter une présence militaire étrangère. Qui plus est de la part d'un État français assez mal placé pour apporter des solutions. C'est en effet lui qui, dès les années 50, a façonné des oppositions entre des éléments blancs nomades et les populations africaines sédentaires dans le Soudan français, devenu Mali. Les logiques d'influence dans ce territoire, dont le sous-sol regorge de richesses, se déroulent en terrain miné par des dynamiques conflictuelles.

> ***"Face aux immenses défis, il revient aux Maliens de déjouer les pièges. Des solutions sont possibles."***

La France officielle a-t-elle gardé une certaine grille de lecture polluée par le lourd passif de l'OCRS (Organisation commune des régions sahariennes), projet d'une zone administrée par Paris dans le Sahara, contré par le 1er président malien Modibo Keïta ? Rappelons à ce sujet le propos de Michel Debré, à l'époque 1er ministre français : « Il semble que la seule solution efficace et durable résiderait dans la reconnaissance par les gouvernements africains intéressés d'une certaine autonomie de leurs provinces sahariennes blanches dont l'administration pourrait [...] rester aux mains de cadres français formés à la politique à suivre à l'égard des nomades. »

Quoi qu'il en soit, face aux immenses défis, il revient aux Maliens de déjouer les pièges. Des solutions sont possibles, dans la réponse aux immenses défis sociaux, économiques, environnementaux, pour donner des perspectives à tous, singulièrement aux jeunes, pour la paix et l'unicité du Mali. ✪

Dominique Josse
Collectif Afrique du PCF

Pour la hausse du Smic

Cinq arguments

Dans le cadre de la niche parlementaire, le groupe communiste à l'Assemblée, par la voix d'Hubert Wulfranc, a avancé une proposition de loi pour l'augmentation du Smic. Extraits.

La rémunération de l'immense majorité de celles et de ceux qui vivent de leur force de travail est en berne. Elle ne leur permet plus de vivre décemment, sous le double effet de la stagnation des salaires, depuis la crise de 2008, et de la captation de la richesse produite par le travail par un petit nombre, notamment par les actionnaires, dont les dividendes atteignent 57 milliards d'euros en 2018. Ce transfert de la valeur ajoutée du travail vers le capital détruit notre pacte social. (...)
Je voudrais rappeler rapidement plusieurs éléments essentiels qui démontreront le bien-fondé d'une augmentation urgente et progressive du Smic et des salaires en général, à l'opposé de la glaciation sociale que vous imposez et qui fait claquer des dents un nombre croissant de Français. (...)

Premièrement : Augmenter le Smic, c'est augmenter le salaire minimum, c'est-à-dire aller vers un salaire décent permettant de faire face aux aléas de la vie quotidienne.
Combien faut-il, aujourd'hui, en France, pour vivre décemment ? L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale estime que le salaire décent pour une personne seule active logée dans le parc social s'élève 1 454 euros, et à 1 572 euros lorsqu'elle est logée dans le parc privé.
Le panier moyen se décompose ainsi : 620 euros environ pour le logement, 300 euros pour le transport, 220 euros pour l'alimentation, 150 euros pour la vie sociale, 110 euros pour l'équipement, 70 euros pour l'habillement et 60 euros pour la santé. Telle est la réalité du quotidien vécu par nos concitoyens.
Pourtant, aujourd'hui, vivre au Smic signifie vivre avec 1 203 euros par mois. Nous proposons donc de fixer le Smic à 1 800 euros brut, soit près de 1 400 euros net afin de se rapprocher ainsi du niveau de vie décent. Les employeurs y prendraient toute leur part.

Deuxièmement : Le Smic est un salaire de croissance : l'augmenter, c'est permettre la participation au développement économique de la nation. Or, depuis son arrivée aux responsabilités, le gouvernement s'est refusé à revaloriser le salaire minimum. Si le Smic augmente annuellement, c'est seulement en raison de la formule d'indexation automatique légale. C'est loin d'être suffisant, car cette indexation est elle-même bridée par le fait que l'ensemble des bas salaires augmentent faiblement.
La pression exercée sur les bas salaires par le gouvernement et le patronat nous empêche de nous placer dans une dynamique de hausse des salaires. C'est pourquoi il convient de sortir de cette spirale de compression salariale. Cela est d'autant plus urgent que, rappelons-le, le Smic est pour nombre des salariés de nos petites entreprises le dernier rempart, faute de négociation collective.

Troisièmement : Augmenter le Smic, c'est augmenter le salaire socialisé, c'est-à-dire le salaire qui ouvre des droits à la retraite ou au chômage. Or, si le salaire net augmente faiblement, le salaire brut stagne, du fait des multiples exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires dont jouissent les employeurs. Nous consacrons ainsi près de 60 milliards d'euros par an à ces politiques qui ont des effets médiocres en matière d'emploi, dont 20 milliards au seul CICE, vous le savez.
Cette fuite en avant dans la baisse prétendument nécessaire du coût du travail n'est ni efficace, ni bénéfique aux travailleurs eux-mêmes car elle les maintient, comme cela a été dit, dans des trappes à bas salaires et fragilise en outre un peu plus le financement de notre modèle de protection sociale. Augmenter le Smic et les salaires, c'est donc sortir de cette spirale mortifère et accroître les droits en matière de couverture sociale.

Quatrièmement : Augmenter le Smic, c'est reconnaître le travail et la contribution du travailleur à la production de richesses, car reconnaître le travail ne peut pas passer par une allocation sociale versée par l'État et financée par l'impôt. Les salariés ne demandent pas la charité, ils demandent de pouvoir vivre dignement de leur travail. La prime d'activité est une solution de court terme à la question du pouvoir d'achat qui laisse l'État se substituer aux employeurs dans le paiement des salaires. Augmenter les salaires, c'est donc aussi responsabiliser les employeurs dans leur rôle social.

Cinquièmement et dernièrement : Augmenter le Smic et les salaires, c'est favoriser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Enfin, 60 % des smicards sont des smicardes ! Ce seul chiffre devrait vous interpeller, vous inciter à ne plus vous en tenir aux bonnes intentions et à agir en faveur des salaires des femmes. (...) ✪

SOUSCRIPTION

Je verse : ..... €

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Gérald Briant, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Emilie Lecroq, Julia Castanier, Denis Rondepierre, Lydia Samarbakhsh, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA